

La Bataille socialiste

(mostly in french)

Le groupe ‘Que faire ?’

Extrait de *PCF: crises et dissidences : de 1920 à nos jours* (Michel Dreyfus, 1990).

André Ferrat exprime ouvertement ses divergences, peu après, en juillet 1933, lors d’une réunion du Bureau politique, mais doit se plier à la discipline et se soumettre à l’orientation du Parti, effectuer son autocritique et défendre la ligne officielle avec laquelle il est en désaccord. Il se lie à cette date avec Georges Kagan, délégué de l’Internationale, membre du collège de direction animé par E. Fried, et commence à organiser avec lui un groupe clandestin. Fin 1933, Doriot lui rend visite au siège de *L’Humanité* pour lui proposer un accord qu’il refuse — on ignore pour quelles raisons. Se méfie-t-il déjà du maire de Saint-Denis ? Malgré tout, au Comité central de janvier 1934, il est le seul membre de cette instance à s’abstenir lorsque Doriot propose, contre l’avis général, le front unique avec les socialistes. Mais il ne va pas plus loin dans cette voie : en janvier 1934 le chemin des deux hommes se sépare pour ne plus jamais se rencontrer. Il faut près d’un an encore au petit groupe clandestin pour être en mesure de publier une revue oppositionnelle dont le titre, *Que faire ?*, évoque à l’évidence une recherche du pur léninisme: son programme est la lutte pour « la reconstruction d’un véritable parti communiste conformément aux principes de l’IC élaborés par Lénine ». Le premier numéro de la revue sort en novembre 1934. Le groupe s’est alors organisé en deux branches, une clandestine, à l’intérieur du PC, et l’autre publique. Pierre Rimbart, exclu du Parti en mars 1932 pour avoir défendu des positions unitaires en direction des socialistes à l’occasion des législatives, après un bref passage dans la mouvance trotskyste, est peut-être le plus connu de ces militants qui agissent à visage découvert. A. Ferrat est alors envoyé comme responsable des questions coloniales en Afrique du Nord ce qui lui laisse une certaine marge de manœuvre — le Parti communiste s’occupant fort peu selon son propre témoignage de cette question. Mais ce départ l’éloigne momentanément de ses projets oppositionnels même si le groupe continue de se structurer, *Que faire ?* de paraître et A. Ferrat d’y écrire, notamment au sujet de la lutte pour l’indépendance des peuples colonisés, sous le nom de Marcel Bréval.

En Union soviétique, à partir de 1935 s’accélère le processus d’élimination puis de liquidation physique de toute opposition qui culmine avec les trois « grands » procès de Moscou de 1936 à 1938. Ce mécanisme engagé depuis la fin des années vingt connaît un nouveau développement en février 1935 à la suite de l’assassinat de Kirov. Convoqué à Moscou par l’Internationale communiste, Georges Kagan refuse de s’y rendre. Immédiatement exclu de toute organisation communiste, il poursuit publiquement son militantisme au sein du groupe *Que faire ?* qui, toujours avec la collaboration de « Marcel Bréval », critique le tournant pris par l’Internationale et sa section française en 1934-1935. *Que faire ?* rejette l’ouverture réalisée par le Parti dans le cadre du Front populaire en direction des radicaux, son changement complet de ligne sur la question de la défense nationale consécutif au pacte Laval-Staline (mai 1935) et à la déclaration de Staline reconnaissant les nécessités pour la France de « mettre sa force armée au niveau de sa sécurité ».(...) Il est pourtant reconduit dans ses fonctions au VIIIe Congrès du PC (Villeurbanne, janvier 1936), élu au Praesidium et à la présidence de la Commission coloniale. Réélu également au Comité central, il est toutefois écarté du Bureau politique sans qu’aucun reproche ne lui soit explicitement fait. Il conserve encore la direction de la section coloniale en y développant une ligne anti-impérialiste qui ne correspond plus alors à l’orientation générale du Parti. Selon toute vraisemblance la rupture se fait à propos des problèmes coloniaux cristallisant des désaccords de fond remontant à plusieurs années. Sans doute dans l’Internationale est-on parfaitement au courant de la situation,

puisque, comme tant d'autres avant lui, A. Ferrat est appelé par Dimitrov à se rendre à Moscou au début de juin 1936 — ce qu'il refuse. Le Komintern autorise alors le secrétariat du Parti à engager une procédure d'exclusion. Sentant ses jours comptés au sein du Parti, A. Ferrat brûle ses vaisseaux. Au Comité central du 13 juin il critique la direction du Parti, l'accuse de « freiner et briser le mouvement spontané des masses » et s'élève contre la « suppression » de toute démocratie à l'intérieur de l'organisation, ce qui entraîne son exclusion immédiate du Comité central, rendue publique dans *L'Humanité* le 7 juillet. Il est reproché à Ferrat d'être depuis longtemps en désaccord avec le PC et l'Internationale sur la politique suivie en Allemagne jusqu'en 1933, la déclaration de Staline de mai 1935, le programme du Front populaire.

A partir de cette date, A. Ferrat poursuit ouvertement son militantisme à *Que faire ?* De décembre 1936 à juillet 1937 il publie un bimensuel *Le Drapeau rouge*, « journal communiste révolutionnaire » qui tente d'infléchir le Front populaire dans une direction plus révolutionnaire s'appuyant davantage sur l'action des masses. Tout en se prononçant pour la défense de l'URSS, *Que Faire?* critique la politique stalinienne, les grands procès de Moscou, la non-intervention en Espagne puis le courant munichois. La revue paraît jusqu'en 1939, mais, dès l'été 1937, A. Ferrat et ses amis ont rejoint la SFIO pour y renforcer son extrême gauche après avoir obtenu l'assurance qu'ils pourraient y constituer une tendance. Ils sont assez proches des positions de *La Bataille socialiste* qu'anime Jean Zyromski. Puis durant la seconde guerre mondiale, A. Ferrat participe à la résistance.

L'histoire du groupe *Que faire ?* ne se limite pas à la personnalité d'André Ferrat même s'il y prédomine. D'autres militants du groupe ont eu des responsabilités au sein du Parti. Ainsi Victor Fay né à Varsovie en 1903, adhérent depuis 1925 s'y est vu confier en 1929 la responsabilité du travail d'éducation, fonction qu'il conserve jusqu'en 1934. En 1930 il est nommé membre du Bureau de l'Agit-Prop et l'année suivante il est chargé de la vérification des brochures publiées par le PC. Enfin il est le fondateur de l'Université ouvrière dirigée ensuite par G. Cogniot et Paul Bouthonnier. Il appartient au noyau initial de *Que faire ?*, quitte le Parti communiste en août 1936 à la suite du premier procès de Moscou et adhère à la SFIO à la fin de 1937. Instituteur, critique littéraire à *L'Humanité* de 1930 à 1934, René Garmy est exclu en mars 1937 « comme agent du trotskyste Ferrat au sein du Parti ». *Que Faire ?* rassemble également des militants étrangers: outre Georges Kagan, citons les noms de [Kurt Landau](#), ancien dirigeant communiste autrichien alors en exil en France, ainsi que l'historien Leo Valiani. Cependant *Que faire ?* et son influence restent très limités. Ses effectifs s'élèvent, dans l'hypothèse la plus optimiste, à une centaine de militants, à un moment où le Parti fait plus que décupler ses forces en quelques mois. Le contraste est ici saisissant et *Que faire ?* par ses dimensions réduites, témoigne a contrario de l'adhésion massive des militants communistes à l'orientation du Parti. Il a alors le vent en poupe et l'exclusion d'A. Ferrat, le plus en vue, ne suscite que de faibles réactions. Les positions du groupe sont bien définies : il offre une analyse d'ensemble de la situation, une orientation politique alternative à tous les grands problèmes de l'heure : Front populaire, guerre d'Espagne, Procès de Moscou, dans des termes assez proches de ceux des trotskystes avec qui des contacts fort brefs sont noués l'espace d'un instant. Mais *Que faire ?* n'arrive pas à dépasser le cadre étroit d'une minorité, se montre incapable d'élargir son audience dans des milieux plus larges. Même avec les autres minorités d'extrême gauche – trotskystes, pivertistes de la SFIO, certains anarchistes — dont les positions sont pourtant proches, l'unité d'action se révèle impossible.

Pourquoi *Que faire ?* se montre-t-il impuissant à briser cet isolement au moment même où se déroule la plus grande grève de l'histoire de France ? Il semble qu'après l'abandon en 1934 de la politique « classe contre classe », la très grande majorité des militants communistes se soit aisément coulée dans le programme du Front populaire qui, s'il marque un abandon, au moins momentanément, des espoirs de conquête révolutionnaire du pouvoir, offre néanmoins une perspective concrète précise. 1935-36 marque un tournant dans l'élargissement de l'audience nationale du Parti communiste, est une date essentielle de son insertion dans la société française alors que toutes les minorités d'extrême gauche sont alors à contre-courant et restent marginales. L'ensemble des groupes trotskystes, englués dans d'incessantes querelles, regroupe moins de 1 000 militants et les anarchistes ne sont certainement pas plus nombreux. Dans ces conditions il est difficile pour un petit groupe de subsister de façon autonome, ce dont Ferrat et ses amis prennent acte en adhérant à la SFIO un an après leur exclusion du Parti communiste. Un autre élément joue ici, en France comme à l'échelle internationale. On ne saurait suffisamment souligner combien l'orientation « frontiste » menée par l'Internationale à partir des

années 1934-1935 s'accompagne d'une chasse impitoyable de toute forme d'opposition (...)

Aussi c'est vers la SFIO que se tournent les minorités révolutionnaires : les trotskystes en 1934-1936 ; *Que faire ?* à partir de 1937. Malgré cela, à aucun moment les deux groupes ne parviennent à une action commune avec la Gauche révolutionnaire constituée sous la direction de Marceau Pivert en septembre 1935 et qui se structure de façon autonome dans un éphémère Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) en juillet 1938. Cette nouvelle organisation ne survit pas aux premiers mois de la Seconde Guerre. Le recul puis la défaite du Front populaire symbolisée par l'échec de la grève du 30 novembre 1938 se conjuguent avec l'agressivité toujours croissante de la politique hitlérienne pour accélérer la marche vers un nouveau conflit mondial selon des modalités et des renversements d'alliances diplomatiques parfois (...)

Extrait de *Contribution à l'histoire du mouvement social français* (Victor Fay, Claude Géraud, 1997), publié auparavant dans *Le mouvement communiste international et ses oppositions: 1920-1940* (1984).

SUR LE GROUPE « QUE FAIRE ? »

Interview

Simple, direct et même poignant est le chemin de la rupture avec le PCF, Le message est clair, l'histoire interne du stalinisme est à faire. L'itinéraire des militants révolutionnaires victimes des purges en est la source car ils épousaient le sentiment des masses. La conception stalinienne du parti révolutionnaire est ici remise en cause.

On se rendait compte de difficultés dans la pratique quotidienne: moi, en faisant les écoles, en visitant les régions, en rencontrant ce qu'il y avait de plus vivant, de plus animé dans les directions locales. Je sentais à quel point le parti était isolé, à quel point, en dehors de la CGTU, nos canaux de pénétration dans la classe ouvrière étaient taris par ces attitudes sectaires. En effet, malgré l'élimination du « groupe », elles continuaient sous une forme moins violente, mais la trame fondamentale – troisième période, social-fascisme, et d'autres fantaisies de cet ordre – continuaient à nous nuire dans notre action politique quotidienne. Nous réfléchissions aux problèmes politiques, nous confrontions les consignes avec la réalité et nous en arrivions à une sorte de dédoublement de la personnalité: on faisait le boulot qu'on nous demandait de faire; mais on le faisait avec de plus en plus de réticences, avec de plus en plus d'atténuations, en essayant, par différents biais, de contrebalancer cette orientation. Kagan prépare, par exemple, un numéro spécial des *Cahiers du bolchevisme* pour le cinquantenaire de la mort de Marx, en 1933, publiant entre autres un article sur la lecture du *Capital*. Et voilà qu'il sort un texte, inédit en français: une lettre critique d'Engels sur l'attitude gauchiste, sectaire, des blanquistes réfugiés à Londres, laquelle allait, bien entendu, à l'encontre de l'orientation du Komintern. Il fait le même jeu avec les citations de Lénine, avec un texte « sur les trois L ». Bref, on triche, on biaise, tout en respectant les consignes, évidemment: sinon on saute.

L'avènement d'Hitler au pouvoir fut la cause du ras-le-bol. Il y avait un sentiment d'extrême danger. Nous nous rendions compte que, là, nous étions clairvoyants – nous n'étions pas les seuls -, que les dangers devenaient imminents, que ça tournait mal... Pour nous ce n'était pas idéologique, c'était une véritable catastrophe: des gens que l'on connaissait, qui arrivaient d'Allemagne et racontaient comment ça se passait: quelle désorganisation, quel terrible affolement dans la classe ouvrière – les ouvriers de chez nous ne sachant pas où aller et votant de l'autre côté, certains passant directement de notre service d'ordre aux S.A. En tout cas, à chaud, d'une manière vivante, par le biais des camarades qui sortaient de prison ou de la clandestinité. C'était une épreuve tragique, provoquant une véritable crispation. Ce n'était pas une critique raisonnée, mais quelque chose qui nous affectait dans les tripes plus encore que dans la tête. On se disait: « Là, attention, on risque l'avenir, tout l'avenir. » Alors, engager une bataille politique publique, nous étions assez âgés pour savoir quel avait été l'aboutissement de toutes les oppositions officielles. Nous avons donc décidé de publier une revue clandestine; doublement clandestine, par rapport à la police et par rapport au parti.

Nous étions organisés pour durer et je serais resté s'il n'y avait eu les procès de Moscou. Pour faire comprendre mon attitude, je dois raconter l'histoire de la mort de mon ami Pourmann. Chaque fois qu'il

passait à Paris, il venait chez moi. J'avais l'estomac plein de venin et je dégorgeais tout cela. Il s'allongeait sur notre lit commun; il enlevait sa cravate, ses chaussures, sa veste, et se couchait. Moi, je marchais. Et c'est comme ça que pendant des heures, quelquefois pendant la moitié de la nuit, on cogitait en dehors de toutes les règles : lui n'était plus le délégué du Komintern, moi je n'étais plus le membre de l'Agit-prop du parti. Il n'y avait que deux vieux amis, deux révolutionnaires qui confrontaient leur expérience. Une fois de plus, Pourmann passe chez moi arrivant d'Espagne où l'I.C. l'a muté. Il va au 13° Plénum, fin novembre 1936. il est silencieux, il a le visage fermé. Il m'écoute déverser toute cette bile accumulée depuis des mois. Finalement, une jeune fille vient le chercher car il a pour consigne de se rendre sans délai au port de départ de son bateau. Pourmann se lève, remet ses chaussures, et me dit: » Écoute Victor, tout ça c'est en partie vrai. Tu as raison, on s'est beaucoup fourvoyé. Mais sache une chose: en dehors du parti, il n'y a rien! » Là-dessus, il s'en va. Quinze jours plus tard, la même jeune fille passe chez moi et m'annonce que Pourmann s'est suicidé, sans autre détail. Pour moi, c'était un choc terrible et j'attendais avec d'autant plus d'impatience le retour de Georges qui me raconta exactement ce qui s'était passé au Lux. C'était le commencement de la chasse aux Polonais et Pourmann fut convoqué par Piatnitski. Ils eurent une longue conversation tandis que se déroulaient les délibérations officielles. Pourmann rentre au Lux, assez tard le soir, et il dit à sa femme Bronka: » Je n'ai plus de cigarettes, veux-tu aller m'en chercher à l'hôtel Métropole « . Elle s'en va et, immédiatement après, il se tire une balle dans la tête.

C'était une période où pas mal de Polonais étaient déjà emprisonnés, où l'on commençait à les arrêter, même en province: en Ukraine, par exemple, on avait arrêté un couple de mes anciens amis; ils avaient complètement disparus... J'ai donc établi un lien de causalité entre cette phrase de Pourmann « En dehors du parti, il n'y a rien! » et ce suicide. Il est clair qu'on lui a probablement demandé de déposer contre les dirigeants historiques du parti polonais. Puisqu'en dehors du parti il n'y avait rien et puisque, dans le parti, il ne pouvait pas faire ce qu'on lui demandait, il n'avait plus qu'à partir. Ça peut apparaître comme quelque-chose de très extérieur à la politique: ce n'est pas vrai. Pour moi, ce fut un des éléments de rupture émotionnelle avec le Komintern, un de ceux qui ont contribué à ce que, quand a éclaté la bombe du premier procès de Moscou, quand on a fait avouer à Grishka Zinoviev qu'il était un espion japonais, je me suis dit, j'ai dit à ma femme: » Si Grishka Zinoviev est bon pour être un espion japonais, moi je suis beaucoup mieux placé pour être un agent du 2e Bureau polonais... Et je ne veux pas mourir comme agent du 2e Bureau polonais! » Je suis rentré des environs d'Evian. Ma femme a confié notre enfant à mes parents en Pologne, et moi j'ai fait savoir à Fried que je quittai le parti.



Victor Fay (1903-1991)

Rate This

Share this: [StumbleUpon](#) [Digg](#) [Reddit](#)